

## Iran, la deuxième révolution

Il y a trente et un ans, jour pour jour, la dictature du chah, soutenue à bout de bras par l'Occident, tombait sous les coups d'une révolution populaire sans précédent dans l'histoire de la région. Le tentaculaire appareil répressif, le Savak, fondé en 1957 par le chah avec l'assistance technique de la CIA et du Mossad pour réprimer l'opposition, ne lui aura servi à rien, malgré son contrôle des principaux rouages de l'État et de la société. Mais la révolution de 1979 fut rapidement confisquée par des mollahs rétrogrades, avec à leur tête Khomeiny, de retour d'un exil qu'il l'aura conduit en Irak, au Koweït puis en France. Le Savak a été remplacé par le Savana, rebaptisé plus tard Vevak, avec la même mission : contrôler la société, réprimer toute velléité de contestation et déstabiliser les pays voisins, y compris par la terreur. L'Irak, livré mains et poings liés par l'occupant américain aux marionnettes de Téhéran, Nouri al-Maliki en tête, en est un exemple édifiant.

Aujourd'hui, l'Iran revit le même scénario qui avait conduit au renversement du chah. Même si certains, en Occident, aveuglés par leur mercantilisme, refusent de l'admettre. Héritier d'une prestigieuse civilisation multimillénaire, assis sur un potentiel minier, énergétique, économique et humain fabuleux, l'Iran mérite mieux que ce régime moyenâgeux de droit divin qui a d'ailleurs commencé à s'effriter de l'intérieur. Le ver est dans le fruit. Les forces vives du pays sont passées à l'action d'une façon autonome en déclenchant un processus irréversible de changement révolutionnaire. Sans rien attendre d'un Occident complice semblant trouver son compte dans un régime qui maintient son peuple dans le sous-développement. ■

Afrique Asie



*Les Iraniens ne veulent plus abandonner la rue avant d'avoir obtenu gain de cause.*

**Contestation** Depuis huit mois, les Iraniens descendent dans la rue pour réclamer le départ d'un régime qui a fait de la répression et de la corruption son fonds de commerce. Un objectif d'autant plus à portée de main que le pouvoir des mollahs est miné par des dissensions internes qu'il tente de camoufler en adoptant une posture victimaire et en invoquant « l'ennemi extérieur ».



D. R. / AFP

# Iran, un régime aux abois

Par Jean Levert

**T**rente et un ans après la révolution contre le chah, la terre tremble à nouveau sous les pieds de ses maîtres. Révolte ou révolution ? Certains experts avertissent : il ne s'agit pas d'une révolution, le pou-

voir reste plus puissant qu'il n'y paraît, Ahmadinejad poursuivra son mandat de quatre ans jusqu'au bout. Ne nous méprenons, ajoutent-ils : les Iraniens ne veulent pas le renversement du système. Problème : ceux qui donnent ces mises en garde sont les mêmes qui, ces trente dernières années, se sont souvent

trompés dans leurs analyses sur la question iranienne. Ceux qui ont souvent invité les bien-pensants à reconnaître la légitimité et la puissance de l'équipe dirigeante de l'Iran.

Alors que les manifestations contre la réélection douteuse d'Ahmadinejad en juin 2009 battaient leur plein, ils ➤

## Dates clés

- **Février 1979** : victoire de la révolution antimonarchique.
- **Octobre 1979** : adoption de la Constitution pour la « République islamique » imposée par Khomeiny.
- **Septembre 1980** : la guerre Irak-Iran éclate. Elle fera plus d'un million de morts du seul côté iranien et durera jusqu'en 1988.
- **Juin 1981** : le rassemblement pacifique d'un demi-million de Téhéranais appelé par les Moudjahidine du peuple est réprimé dans le sang sur ordre de Khomeiny.
- **Août 1988** : à la fin de la guerre Irak-Iran, les comités de la mort ordonnent l'exécution de 30000 prisonniers politiques appartenant principalement à l'Ompi.
- **Juin 1989** : Rouhollah Khomeiny, fondateur de la République islamique, meurt. Ali Khamenei lui succède comme guide suprême à vie du régime.
- **Juin 1997** : Mohammad Khatami est élu président.
- **Juillet 1999** : le mouvement étudiant prend de l'essor, il est réprimé sur ordre de Khatami, alors président de la République.
- **Juin 2005** : Mahmoud Ahmadinejad prend la direction de l'exécutif sur ordre du guide suprême et à la suite d'un scrutin truqué.
- **Juin 2009** : réélection contestée de Mahmoud Ahmadinejad. Début des manifestations de rue réprimées par la violence. Chaque anniversaire est prétexte à de nouvelles manifestations, comme le 18 septembre, le 4 novembre et le 7 décembre.
- **27 décembre 2009** : les manifestations de la journée de l'Achoura marquent un tournant dans la contestation. ■

prédisaient qu'elles n'iraient pas loin. Cela fait huit mois que la fièvre de la révolte court dans l'ensemble du pays. Les voix qui s'inquiètent du sort de ce pouvoir sont démenties par les cris des Iraniens, de tous âges, de toutes catégories, hommes et femmes, citadins et paysans, scandant : « À bas le dictateur ! », « Mort à Khamenei ! » Un an et demi avant la chute du chah, en 1979, on entendait le même refrain. Les amis du chah n'assuraient-ils pas avec aplomb que son régime était un îlot de stabilité ? Le président Carter les avait crus. Même les services de renseignements européens et américains n'avaient pas vu venir la chute de la dynastie.

Les analystes stressés ont beau secréter des écrans de fumée, le peuple iranien, en recourant aux méthodes qui lui avaient permis de renverser le chah, semble bien réaliser une autre révolution. Car il est bel et bien question d'une révolution. La preuve ? Cette fois, la brèche au sommet est venue renforcer la révolte de la société, rendant le processus irréversible.

Évidemment, quand on se trompe sur l'origine de la révolte, il n'est pas étonnant de faire de grossières erreurs dans

ses conclusions. L'insurrection a éclaté au lendemain du résultat de l'élection présidentielle du 12 juin. Questions : le peuple est-il descendu dans les rues pour réclamer de nouvelles élections après qu'on lui eut volé son vote ? Le mouvement en cours vise-t-il des réformes dans le système en place ? Ou bien les fraudes électorales auraient-elles servi de prétexte pour régler un problème plus profond ?

### ► Les braises s'enflamment

Sans aucun doute, les fraudes énormes et l'imposition d'une personnalité aussi détestée qu'Ahmadinejad ont été les facteurs déterminants pour réunir deux millions de personnes dans les rues de Téhéran le 15 juin. Les figures de la contestation : Moussavi, Karoubi et leur allié Khatami sont d'anciens responsables du régime. Ils ont participé à la plupart des épisodes sanglants et partagé les crimes du pouvoir. Ils se considèrent comme partie

intégrante du système. Aujourd'hui encore, Moussavi reconnaît publiquement son attachement à la constitution du Velayat-e-Faghih. Ce texte fondamental de la République islamique donne un pouvoir politique absolu à la plus haute autorité religieuse chiite. Comme le rappelle un article de l'hebdomadaire satirique français *Le Canard enchaîné*, Moussavi était premier ministre à l'époque des massacres des prisonniers politiques en 1988.

La première impression donnée par les manifestations laissait penser que les Iraniens étaient descendus dans les rues pour faire remplacer Ahmadinejad par Moussavi. Mais la vitesse avec laquelle l'insurrection a évolué a montré que l'enjeu était bien plus important. En quelques semaines, la révolte a dépassé les revendications d'ordre électoral ou le soutien à tel ou tel candidat pour exprimer le rejet massif du guide suprême, Ali Khamenei, voire de la totalité du système. Même les violences policières n'ont pu stopper cette revendication. Si le résultat de l'élection frauduleuse a servi de catalyseur à l'éruption de colère de la société, c'est bien la situation que vivent les Iraniens depuis des années qui est à l'origine de cette colère populaire.

En trente et un ans de « République islamique », la privation des libertés individuelles et sociales, les massacres des opposants, les détournements de fonds exorbitants, la pauvreté grandissante d'une grande partie de la population, la ségrégation des femmes, la répression des minorités ethniques et religieuses, des intellectuels et des jeunes, ont poussé la société iranienne dans ses derniers retranchements. Elle était comprimée comme un ressort. Cela faisait belle lurette que le feu couvait sous les cendres.

Avant 2005, Khamenei avait déjà reçu des rapports alarmants sur la menace qui guettait. Ils insistaient sur la profondeur du mécontentement social et les risques que faisaient peser sur la République islamique les conséquences de la guerre en Irak et en Afghanistan. Le guide suprême avait alors décidé d'imposer Ahmadinejad à la présidence, un homme issu des

**LA VITESSE AVEC LAQUELLE L'INSURRECTION A ÉVOLUÉ MONTRE  
QUE L'ENJEU EST BIEN PLUS IMPORTANT QUE LES ÉLECTIONS.**



B. Guay / AFP

En exil aussi, les Iraniens se mobilisent, comme à Paris, le 8 décembre dernier.

forces spéciales des Gardiens de la révolution, devenu maire de Téhéran, dont la docilité lui était acquise. L'arrivée d'Ahmadinejad a coïncidé avec la militarisation du régime, sous les auspices du guide lui-même.

En septembre 2007, la menace d'une insurrection est loin d'être écartée. Pour lutter contre le danger, Mohamad-Ali Jaafari a été nommé nouveau commandant en chef des Gardiens de la révolution. Il a immédiatement admis : « Conformément à l'évaluation du guide suprême de la République islamique, la stratégie des Gardiens de la révolution [Pasdaran] a changé. Sa principale mission sera de contrer la menace intérieure. » On ne pouvait être plus clair. L'une des premières mesures que Jaafari a prise a été la division des Pasdaran en trente et une unités indépendantes dans les provinces pour réprimer les émeutes locales sans besoin de renforts. Khomeini a créé 155 organes de sécurité, favorisé les crédits et les cadeaux démesurés aux forces de répression, imposé la domination des Gardiens de la révolution à tous les échelons de l'économie et a dissous les organes économiques spécialisés du pays. Toutes ces mesures ont abouti à une situation critique puis, *de facto*, à un état d'urgence sur tout le territoire.

Dans un tel état de tension, le guide suprême devait éliminer ses rivaux. À commencer par Ali-Akbar Rafsandjani, qui soutenait secrètement la candidature de Moussavi. Le Guide a donc sciemment planifié de le discréditer, dans des débats télévisés sans précédent, en révélant au grand jour la corruption de la faction rivale. Le but était d'imposer Ahmadinejad par les fraudes dès le premier tour, en annonçant une participation de 45 millions d'électeurs. Un chiffre évidemment truqué.

Mais ses calculs se sont retournés contre lui. Le soir du fameux débat entre Ahmadinejad et Moussavi, des millions d'Iraniens ont vu un tabou se briser : en débattant publiquement les détournements de fonds, le terrorisme, les éliminations physiques d'opposants, les règlements de compte..., les plus hautes autorités ont montré qu'une brèche profonde traversait le sommet du régime.

La population n'attendait qu'un signe pour laisser éclater sa colère et son dégoût du système. L'affrontement interne aura été ce signe-là : il s'est révélé mortel pour le pouvoir en créant un espace pour l'effervescence de la contestation populaire. Beaucoup d'Iraniens ont eu l'intuition, en regardant le débat, qu'il s'agissait du début de la fin. En ce sens, on peut le qualifier d'historique pour la République isla-

mique. Il a propulsé le régime vers un point de non-retour et déclenché le détonateur d'une bombe à retardement. L'explosion s'est produite au lendemain de la fraude électorale. Le feu sous la cendre s'est rallumé avec une intensité à la mesure de sa « mission » : non pas « chauffer » une campagne électorale, mais bien brûler les racines d'une dictature religieuse absolue.

### ► Dissensions internes profondes

Ce n'est pas la première fois qu'une révolte éclate dans la République islamique. En 1999, celle des étudiants avait duré cinq jours. Mais le régime avait pu la dominer rapidement. À l'époque, le président pseudo modéré (Mohammad Khatami) a vite prêté allégeance au guide suprême et ordonné personnellement à la télévision la répression des étudiants. Il n'existait pas de véritable dissension au sommet de l'État. Cette fois-ci, le pouvoir est incapable de mater la révolte qui dure depuis plusieurs mois, et chaque jour la brèche s'approfondit au sein du système.

Sa tête et son corps souffrent d'une véritable désintégration. D'abord parce que Rafsandjani, que Khomeini a voulu mettre hors jeu, a été le numéro deux de Khomeiny. Il a été un pilier irremplaçable de ce régime et a eu ➤

## Un appareil répressif pléthorique

**D**urant les journées de révolte, ce sont les Gardiens de la révolution, l'armée idéologique des mollahs et point d'appui du guide suprême, qui ont commandé les forces impliquées dans la répression. Elles sont nombreuses : la force anti-émeute Nopo (force spéciale des gardiens du Velayat), vêtue d'uniformes noirs et conduisant des véhicules de même couleur. Les forces spéciales des Pasdaran de la sécurité, force anti-émeutes, avec des uniformes verts de camouflage. Le bataillon Achoura, la force anti-émeutes de la milice du Bassidj, en uniforme vert. La force de sécurité de l'État (la police). Le corps Mohammad-Rassoulallah, force des Pasdaran chargée de la répression à Téhéran. Les *lebasse chakhsi* (agents en civil) vêtus de veste sans manche kaki. Il s'agit des éléments du Vevak (ministère du Renseignement) et des Gardiens de la révolution, mais sans uniforme, équipés de moto et armés de couteaux et de colts. Ce sont les plus brutaux, qui savent s'infiltrer parmi les manifestants. ■

un rôle déterminant dans l'intronisation de Khamenei après la mort de Khomeiny, il y a vingt ans. Il est, depuis lors, le président du Conseil des experts qui peut désigner le guide, le chef du Conseil de discernement des intérêts de l'État, organe d'arbitrage le plus important du pays, et l'imam du vendredi de Téhéran. Avec l'insurrection en cours, Khamenei se trouve dans une impasse : il ne peut ni se réconcilier avec Rafsandjani, ni l'éliminer sans voir le mouvement se radicaliser.

Il y a ensuite la brèche entre Mousavi et Karoubi, les deux perdants, et la bande à Khamenei. Malgré les fraudes, le pouvoir leur a distribué 14 millions de voix pour justifier les 25 millions offertes à Ahmadinejad. Mais, là encore, le dilemme subsiste : Khamenei ne peut ni les soutenir, ni les arrêter ni les emprisonner sans risque.

La dernière fissure, encore plus importante, réside dans la distance prise par le clergé supérieur, isolant dangereusement Khamenei. Sur les seize grands ayatollahs de Qom, de Machad et d'Ispahan, aucun n'a apporté son soutien au guide, pourtant suprême, alors qu'il en avait grand besoin. Même les alliés de Khamenei des vingt dernières années lui ont tourné le dos. Récemment, Djavadi Amoli, l'influent imam du vendredi de Qom (capitale religieuse du pays), a démissionné. Il s'agit du troisième imam de la prière du vendredi qui se retire en guise de protestation.

Le plus grave a été la *fatwa* lancée par l'ayatollah Montazeri, le plus grand dignitaire religieux chiite et l'un des artisans de la Constitution de la Répu-

blique islamique, en disgrâce depuis 1989, qui a carrément destitué Khamenei. Sa mort, à 87 ans, est devenue une source de mécontentement et d'expression de haine contre le pouvoir.

Les dissensions ne s'arrêtent pas là. Au sein même du clan de Khamenei, Ahmadinejad et ses amis affrontent Ali Laridjani, le président du Majlis (Parlement), et des figures comme Habibollah Askaroladi, chef d'un courant conservateur islamique, Ahmad Tavakol, chef du centre de recherche du Majlis, Ali Motahari, député et fils d'un idéologue du régime, et bien d'autres. Cette situation de crise a entraîné de nombreuses défections au sein du régime. Plusieurs diplomates et scientifiques se sont réfugiés dans des pays étrangers, rejoignant dans l'exil nombre de sportifs, d'artistes et de journalistes. Une fuite de plus en plus massive qui ressemble bien à une débâcle.

Le fondement du régime, le sacrosaint principe du Velayat-e-Faghih, est ébranlé non seulement dans la rue mais aussi au sein même du sérail. Un vacillement inquiétant pour le guide suprême, qui n'est pas moins que le représentant de Dieu dans le système. Il dispose dans la Constitution de pouvoirs ahurissants : le commandement des forces armées, le pouvoir de destituer et de désigner le chef du judiciaire, le directeur de la radiotélévision d'État, les commandant



militaires et de la police, les membres du conseil de surveillance qui contrôlent les lois votées au Majlis, et les candidatures aux élections...

La monopolisation d'une telle puissance aux mains d'un seul homme ne pouvait que susciter la haine du peuple. Il l'a interprétée comme la concentration d'une force maléfique faisant obstacle à toute évolution de la société. Mais le principe du Velayat-e-Faghih a aussi été l'âme unificatrice du régime entre les divers clans qui le composent. Le guide était le dernier recours dans les confrontations internes. Ce n'est plus le cas. Durant la présidentielle, une faction du régime a fait barrage à son candidat favori. Cette rébellion a brisé d'un coup son prestige et son autorité. Depuis, il échoue à ressouder le pouvoir et à empêcher le peuple de descendre dans la rue. Et, de fait, chaque manifestation détruit un peu plus son autorité.

### ► Rejet total du régime

Durant les huit derniers mois, la révolte a connu des moments forts : les 15 et 30 juin, les 9 et 17 juillet, le 18 sep-

**LA MONOPOLISATION D'UNE TELLE PUISSANCE AUX MAINS  
D'UN SEUL HOMME NE POUVAIT QUE SUSCITER LA HAINE DU PEUPLE.**



Reuters

*Un peuple qui n'hésite pas à braver les forces de la répression.*

tembre, le 4 novembre, les 7, 17, 18 et 27 décembre. Et l'arrivée de février, mois de la révolution contre le chah, panique les hommes de la nomenclature. Les révoltes ont pratiquement toutes été annoncées à l'avance, à l'occasion de célébrations religieuses ou nationales. Parfois même au moment où le régime organisait une manifestation officielle. L'appareil de répression avait donc assez de temps pour mobiliser ses troupes. Pourtant, à chaque fois, ce fut l'échec. Malgré la guerre psychologique, les rumeurs, les menaces, les viols dans les prisons, les assassinats d'étudiants sous la torture, les exécutions d'opposants incarcérés, les lourdes condamnations – parfois à mort – pour des manifestants arrêtés. Toutes ces mesures n'ont jamais dissuadé le peuple, et tout son génie est d'avoir réussi à prendre le dessus sur cet appareil monstrueux de répression.

La rapidité avec laquelle les slogans se sont dirigés contre tout le pouvoir, et particulièrement contre la personne du guide suprême, a joué un rôle très important. Au début, ils se limitaient à « *Où est passé mon vote ?* » ou « *Rendez-moi mon vote !* » Très vite, les mots d'ordre ont été : « *Mort à Ahmadinejad !* », « *Mort au dictateur !* » Au sixième mois de l'insurrection, les plus

fréquents étaient : « *Mort à Khomeini !* » Au septième mois, le pilier du régime religieux était ébranlé par les cris « *À bas le principe du Velayat-e-Faghih !* » qui retentissaient partout. Ces slogans ne laissent aucun doute : les démonstrations visent un changement de régime. Des dizaines, voire des centaines de milliers d'Iraniens dans les rues, malgré la sauvagerie du régime, ne représentent pas une minorité, mais bien la volonté de la majorité du peuple.

Une chose inquiète énormément les autorités : cette foule est de plus en plus organisée. Au début, la propagande a surtout tenté de lier les manifestants tantôt aux États-Unis, tantôt aux Anglais, et plus généralement à l'Occident, brandissant la menace d'une « révolution de velours » téléguidée de l'étranger, comme il y en eut tant d'autres dans les anciennes républiques soviétiques.

Mais l'étendue de la manifestation, sa composition, son aspect national et patriotique, l'attachement des protestataires aux valeurs humaines de l'islam et, en même temps, aux valeurs de la séparation de la religion et de l'État font apparaître un mouvement original, populaire et indépendant, émergent réellement de la société iranienne.

C'est pourquoi, très vite, la propagande officielle a tourné au ridicule.

Aujourd'hui, on entend beaucoup dire que le pouvoir craint le caractère « organisé » du soulèvement et l'existence d'une « *force intelligente* » au cœur de l'agitation. Il pointe de plus en plus l'index vers les Moudjahidine du peuple, le principal mouvement structuré. Kazem Jalali, membre de la commission de la sécurité au Majlis, a déclaré : « *La présence et le rôle du groupuscule terroriste des Moudjahidine dans les récents incidents, particulièrement le jour de l'Achoura, ont montré qu'une force intelligente gérait les événements sur le terrain.* » Il a expliqué : « *Puisque les Moudjahidine ont la capacité et l'expérience d'organiser, ils peuvent attirer des gens dans leur scénario sans se faire identifier.* » <sup>(1)</sup> La télévision d'État, elle, a diffusé les images de la contre-manifestation du 29 décembre, où l'on entend le principal orateur, le mollah Alam al-Hoda, répéter plusieurs fois : « *Ceux qui commandaient la révolte du 27 décembre étaient les Moudjahidine du peuple.* » Au même moment, Moussavi a annoncé que ni Karoubi, ni Khatami ni lui n'avaient appelé à la manifestation de l'Achoura.

En fait, ce qui a été rapporté du théâtre des événements fait état d'une vaste coopération entre des gens aux convictions et aux idées différentes. Et dans ce front commun, l'appel à l'unité du peuple contre le pouvoir de Maryam Radjavi, présidente du Conseil national de la résistance iranienne (CNRI), a été reçu cinq sur cinq. Même les médias officiels ont été contraints de l'admettre. Maryam Radjavi a aussi appelé les forces de sécurité et militaires à prendre leurs distances avec le régime. En décembre, plusieurs d'entre elles ont refusé de tirer sur la foule. Un élément significatif de la déliquescence du pouvoir.

Le soulèvement touche indéniablement un éventail social très large. Mais si le régime a dû reconnaître le rôle de l'Ompi, c'est parce que, dans les conditions actuelles de l'insurrection, l'existence du réseau organisé des Moudjahidine du peuple, commandé efficacement par un département social à l'intérieur du pays, peut être déterminante. Le Conseil national de la résistance participe d'ailleurs pleinement à la lutte contre le régime. La chaîne télévisée satellite Sima-ye-Azadi, proche de sa cause et très prisée en Iran, vient de renforcer les réseaux sociaux sur ➤

## L'Ompi, fer de lance de la contestation

Après avoir longtemps fait semblant d'ignorer le rôle de l'opposition organisée de l'Ompi, le régime la désigne désormais comme principale instigatrice de l'insurrection. Rappel historique.

• **L'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (Ompi)** a été fondée en 1965 par des universitaires iraniens en tant qu'organisation nationaliste, démocratique et musulmane. Les Moudjahidine du peuple ont développé une lecture moderne et démocratique de l'islam et luttent depuis quarante-cinq ans pour instaurer la démocratie et les droits de l'homme en Iran. Tous les deux ans, l'Ompi organise son congrès pour élire son secrétaire général, actuellement M<sup>me</sup> Sedigheh Hosseini, 52 ans. Le terme « Moudjahidine » en persan moderne signifie combattants de la liberté. Ce nom remonte à la révolution constitutionnelle de 1906.

Malgré la répression brutale du régime des mollahs, notamment l'exécution de 120 000 de leurs membres et partisans ces trente dernières années, l'Ompi a plusieurs fois annoncé que s'il y avait des élections libres et équitables en Iran sous l'égide des Nations unies, elle participerait au scrutin et respecterait le vote du peuple.

Après le renversement du régime du chah en février 1979, les Moudjahidine du peuple ont commencé à fonctionner comme un parti politique à l'échelle nationale. Leur résistance dans les prisons du chah et leur appel lancé à la jeunesse ont attiré des centaines de milliers de jeunes, y compris de nombreuses femmes à travers l'Iran. Khomeiny a refusé leur participation à une vie démocratique.

Pour contrer la popularité croissante de l'Ompi, le régime des mollahs a intensifié sa répression. Bureaux fermés, journaux hors-la-loi, manifestations interdites. Le 20 juin 1981, 500 000 Téhéranais ont manifesté pacifiquement à l'appel de l'Ompi pour protester contre la montée de la répression. Les Pasdaran ont ouvert le feu. Des centaines de personnes ont été tuées et des milliers d'autres arrêtées. Les exécutions de masse ont commencé dans toutes les prisons du pays. Des milliers de personnes ont été assassinées en l'espace de quelques semaines.

Une politique de complaisance vis-à-vis du pouvoir en Iran a conduit l'Union européenne à inscrire l'Ompi sur sa liste des organisations terroristes en mai 2002. À la suite d'une longue bataille politico-judiciaire et sept décisions des justices britannique et européenne, le Conseil des vingt-sept États a officiellement radié l'Ompi de sa liste noire en janvier 2009. Un processus judiciaire identique a été engagé par l'Ompi aux États-Unis.

• **Le Conseil national de la résistance iranienne (CNRI)** est une coalition d'organisations et de personnalités démocrates iraniennes, fondé en juillet 1981 à Téhéran à l'initiative de Massoud Radjavi, le dirigeant de la Résistance iranienne. Le CNRI compte 530 membres, avec notamment les représentants des minorités ethniques et religieuses. Il représente un vaste éventail des tendances politiques en Iran. Parlement en exil, le CNRI a pour objectif l'instauration d'une république démocratique, pluraliste et laïque.

Les femmes forment 52 % des membres du Conseil. Cinq organisations, dont l'Ompi, sont membres du CNRI.

Internet et diffuse 24 heures sur 24 les informations et les images du soulèvement, alors que le régime a interdit aux journalistes iraniens et étrangers de couvrir les manifestations. La télévision officielle, de son côté, en a beaucoup fait autour des journalistes de Sima-ye Azadi arrêtés lors des événements, les accusant de lien avec l'Ompi.

Le jour de l'Achoura a clairement indiqué l'orientation prise par le soulèvement. Les jeunes n'ont pas hésité à mettre le feu à un grand nombre de véhicules et de motos de la police et ont réussi à prendre le contrôle de plusieurs quartiers pendant quelques heures. Décidés, les gens se promettent que la lutte continuera jusqu'à la victoire. La nouvelle génération qui a moins de 30 ans ne veut pas abandonner la rue pour rentrer chez elle. Et toutes les catégories de la société iranienne qui y sont descendues jusqu'à présent entendent bien y retourner autant de fois que nécessaire. C'est la

classe moyenne citadine, moteur des grands bouleversements des cent dernières années en Iran, qui est entrée de plain-pied dans la révolution, à tel point qu'elle a entraîné dans son sillage la province et la campagne.

On comprend mal, devant un tel élan populaire, pourquoi la communauté internationale hésite à soutenir concrètement la population et à rompre ses relations avec un régime pourtant décrié. Elle risque de perdre une occasion en or de s'illustrer aux côtés d'un peuple courageux et de passer à côté de ses intérêts.

Les pays qui collaborent avec les mollahs lanternent depuis belle lurette. La révolte a éclaté au moment où l'Occident en général et les États-Unis en particulier tentaient de négocier

avec eux sur le programme nucléaire. On se demande bien pourquoi : le régime, affaibli, a un besoin urgent d'obtenir la bombe et ne peut plus reculer. En fait, il existe une solution réaliste pour contrecarrer à la menace nucléaire que représente le régime actuel : permettre aux Iraniens, qui le désirent ardemment, de le renverser.

Pour cela, le monde doit envoyer des signaux positifs au peuple et des signaux négatifs à la dictature. Il ne peut se contenter de paroles. Les États doivent se situer clairement du côté de la résistance populaire organisée, qui réclame leur soutien : il faut voir, dans les manifestations, les slogans qui conspuent les pays refusant de censurer le système, comme la Chine et la

**DÉCIDÉS, LES GENS SE PROMETTENT**  
**QUE LE SOULÈVEMENT CONTINUERA JUSQU'À LA VICTOIRE.**

Tous les membres du Conseil ont une voix. Toutes les décisions sont adoptées à une simple majorité.

Les vingt-cinq commissions du Conseil forment la base du gouvernement provisoire de coalition après le renversement des mollahs. Selon les plans adoptés au sein du CNRI, le gouvernement provisoire ne restera au pouvoir que six mois, avec pour tâche principale d'organiser des élections libres et équitables pour une Assemblée nationale législative et constituante afin de transférer le pouvoir aux représentants du peuple d'Iran.

En août 1993, le CNRI a élu à l'unanimité Maryam Radjavi présidente de la République pour la période de transition. Son mandat consiste à superviser le transfert pacifique du pouvoir au peuple iranien après le renversement du régime.

En novembre 2002, le CNRI a adopté un plan pour former le Front de solidarité national pour le renversement de la dictature religieuse en Iran. Le Front rassemblera tous

les Iraniens et républicains qui « font campagne pour un régime démocratique, indépendant et séculaire ». Il « reflète les désirs démocratiques les plus profonds du peuple iranien, au-delà des idéologies, convictions, religions et ethnies qui transcendent tous les intérêts politiques et partisans ».

Le CNRI adhère à la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux conventions qui s'y rapportent. Le CNRI reconnaît l'égalité totale des droits entre les femmes et les hommes, la séparation de la religion et de l'État et les droits de toutes les minorités ethniques et religieuses.

La politique étrangère du CNRI est fondée sur l'indépendance, le respect de la Charte des Nations unies, des conventions et des traités internationaux, le bon voisinage, la coopération régionale et internationale et la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays. Le Conseil s'oppose à la prolifération nucléaire et à la production d'armes de destruction massive. ■



Le régime cible sa répression sur la résistance dont la leader, Maryam Radjavi, bénéficie d'une grande popularité.

Russie. Par ailleurs, les manifestants ont clairement rejeté la poursuite de la politique de la main tendue du président américain à Ahmadinejad et Khamenei, en criant : « Obama, avec eux ou avec nous ? »

Comme au temps de l'apartheid en

Afrique du Sud, un boycott lancerait le signal fort d'un Occident sensible aux appels de la rue qui refuserait de soutenir davantage ce régime en coulisses. Il renforcerait aussi le peuple dans sa détermination à renverser la tyrannie.

La révolution est en marche. Avant

qu'un bain de sang ne soit déclenché par le pouvoir, la communauté internationale doit agir et ne plus tarder pour écouter le message des Iraniens. ■

► (1) Cité par l'agence officielle Fars, 1<sup>er</sup> janvier 2010.

**Droit** Se référant à l'Iman caché des chiites, la Loi fondamentale de 1979, amendée dix ans plus tard, fait converger tous les pouvoirs dans les mains du guide suprême. Un verrouillage implacable du système politico-religieux.

## Une constitution théocratique

Par François Colcombet

À la différence de la plupart des ses voisins, l'Iran est une nation très ancienne et homogène dont la culture et la langue ont résisté à celles de ses envahisseurs. De nos jours encore, le persan est la langue officielle. De leur longue histoire, les Persans, devenus Iraniens, ont conservé l'expérience du pouvoir mais aussi celle de la résistance à l'oppression.

### La révolution de 1906

Le pays a été islamisé très tôt. Mais, par opposition aux envahisseurs, une partie de la population s'est convertie au chiisme, doctrine qui enseigne que l'héritier légitime du prophète est le 12<sup>e</sup> imam, disparu en l'année 941 et qui doit réapparaître à la fin des temps. Il en résulte qu'en attendant le retour de l'Imam caché, aucun pouvoir civil n'est vraiment légitime. Ce chiisme de résistance sera récupéré par une dynastie régnant au XVI<sup>e</sup> siècle, qui fera du chiisme la religion d'État. On retrouvera l'Imam caché, le haut clergé dans la... Constitution de 1979, qui est probablement la seule Constitution au monde à comporter des articles relevant de l'eschatologie.

Entre-temps, la dynastie qui régnait au tout début du XX<sup>e</sup> siècle s'est montrée incapable de résister aux Russes et aux Anglais. En réaction, les élites nationalistes occidentalisées ont imposé au chah une réforme constitutionnelle.

C'est ainsi que, dès 1906, fut élue une Assemblée représentative chargée de voter les lois. Cette expérience constitutionnelle à laquelle s'opposait une partie du clergé chiite sera brève (1905-1909). Mais certaines institutions ont perduré. Au fil des ans, les États-Unis sont devenus prépondérants, au point de focaliser contre eux et contre le dernier chah, qu'ils soutenaient, la forte réaction religieuse et nationaliste

qui, la crise économique sociale et culturelle aidant, allait provoquer la révolution de 1979.

C'est enfin à cette période que se sont croisés et enrichis les courants de pensée de l'islam réformiste et des idéologies en provenance de la proche URSS ou de l'Occident. De cette époque encore, date la création de partis politiques comme les Moudjahidine du peuple d'Iran (Ompi), encore vivants après plus de trente ans de répression.

C'est d'ailleurs en s'inspirant du modèle de la Constitution française de 1958-1962 qu'un groupe de juristes iraniens, partisans de la révolution, rédigea, des 1978, un projet de Constitution pour l'Iran. Et on retrouve en effet dans la Loi fondamentale votée en 1979 un président de la République à la tête de l'exécutif avec – en théorie du moins –, de forts pouvoirs, et un Parlement élu au suffrage universel votant les lois. Quant au pouvoir judiciaire, il ne dépend pas du président, voire du Parlement, mais d'une autre autorité : le « guide suprême de la Révolution islamique mondiale ». Ce personnage, auquel sont également subordonnés le président de la République et même le Parlement, est en réalité la pièce maîtresse de la Constitution iranienne.

Son principal inspirateur a, en définitive, été un des membres de la caste des dignitaires religieux, l'ayatollah Khomeiny. S'étant opposé aux réformes du chah, il avait été emprisonné puis exilé en Irak et en France. C'est au cours de son exil qu'il a publié un livre préconisant de confier l'autorité politique suprême à un jurisconsulte religieux reconnu par le peuple comme le représentant de l'Imam caché. Cette doc-

trine, dite du Velayat-e-Faghih, était suspecte aux yeux de certains chiites qui ne voyaient pas ce qui autorisait Khomeiny à se présenter comme le représentant de l'Imam.

Mais, seuls quasiment, l'Ompi et son président Massoud Radjavi, partisans d'un régime laïc et démocratique, ont osé s'y opposer – ce qui leur vaudra l'hostilité féroce de Khomeiny et de ses successeurs. De nombreux militants seront assassinés en 1981 et 1988. Massoud Radjavi, après avoir été interdit par une *fatwa* de se présenter à l'élection présidentielle et vu son élection législative annulée, devra se réfugier en France en 1981.

Khomeiny l'ayant remporté, la Constitution iranienne votée au mois d'octobre 1979 affirme donc très clairement, dans son article 5 : « *Pendant l'occultation de Sa Sainteté le Mahdi du temps [...] la régence exécutive et la direction de la communauté islamique des croyants [...] appartiennent au jurisconsulte religieux juste, vertueux, conscient des problèmes de l'époque, courageux capable de diriger, aviser [...]* » (art. 107 version 1989).

Cette « régence exécutive » donne au guide de nombreuses prérogatives, comme celles de définir la politique générale du pays ou de commander l'armée, la police et la justice.

Certes, on l'a vu plus haut, le président de la République exerce, du moins en théorie, le pouvoir exécutif, mais sous la tutelle étroite du guide.

Quant au Parlement, toute sa production est passée au crible d'un Conseil des gardiens (art. 72) composé de douze membres dont six sont choisis par le chef du judiciaire et élus par ce

**LA CONSTITUTION DE 1979 EST PROBABLEMENT LA SEULE  
AU MONDE À COMPORTER DES ARTICLES RELEVANT DE L'ESCHATOLOGIE.**



A. Kourne / AFP

### Des parlementaires enturbannés au Majlis.

même Parlement et les six autres désignés par le guide. Ce sont ces six-là, et eux seuls, qui examinent si les textes votés sont conformes à la charia. Autrement dit, toutes les lois sont subordonnées à l'accord du guide – d'autant que ce Conseil des gardiens s'est attribué le pouvoir d'accepter ou de rejeter les candidatures aux élections législatives. Ne peuvent donc être candidat que des personnes agréées par le guide.

Néanmoins, le système, apparemment bien verrouillé, présente encore des risques de conflits entre le Parlement et le Conseil des gardiens. D'autre part, Khomeiny se préoccupe de sa succession. Son héritier, celui qui a les titres et la compétence exigés par l'article 5 de la Constitution, est un de ses compagnons et disciples qui l'a aidé à mettre au point le Velayat-e-Faghih : l'ayatollah Hossein-Ali Montazeri. Mais celui-ci a osé critiquer Khomeiny, lui reprochant notamment d'avoir fait durer la guerre contre l'Irak et d'avoir ordonné l'exécution de nombreux jeunes militants de l'Ompi incarcérés (1988). Rejeté par le premier guide, Montazeri sera encore persécuté par son successeur. Il est vrai que le vieil ayatollah allait en arriver à dire publiquement qu'il s'était trompé, et que le Velayat-e-Faghih avait gangrené la République islamique.

#### ► L'Imam caché

Il était donc urgent de trouver un autre remplaçant qui serait forcément d'un rang moins prestigieux et qu'il serait plus difficile de faire passer pour le représentant de l'Imam caché. D'où la mise en train d'une réforme constitutionnelle qui sera votée peu après la

mort de Khomeiny, en décembre 1989.

Cette réforme supprime la fonction de premier ministre. Son rôle est rempli par le président de la République, lequel se voit privé du rôle de « coordination des pouvoirs » qui revient au guide (art.57). Autre réforme : pour régler les conflits entre le Parlement et le Conseil des gardiens, est créé un Conseil de discernement de l'intérêt du régime (art. 112), dont les membres sont désignés par... le guide. Toutes ces mesures, soulignons-le, renforcent encore les pouvoirs déjà exorbitants du guide.

Ce système du contrôle préalable de toutes les candidatures, qui a été généralisé à la plupart des élections, rend à tout le moins suspectes les prétendues « avancées réformistes » de la part des personnalités occupant des postes de premier plan. Il s'agit le plus souvent d'une rotation du pouvoir entre les membres d'un même cercle étroit. D'ailleurs, si un élu s'avisait de franchir les limites autorisées, le système permettait de le remettre au pas et de l'évincer.

Malgré les échecs répétés de la voie réformiste, une partie de l'opinion publique occidentale, et spécialement en France, s'est entêtée à fonder de grands espoirs sur l'évolution démocratique du régime. C'est pour soutenir Khatami que le président Clinton avait inscrit l'Ompi sur la liste des organisations terroristes, suivi par la Grande-Bretagne puis l'Europe.

En France, pendant qu'on attaquait et emprisonnait des démocrates réfugiés depuis près de vingt ans dans notre pays, des voix officielles nous assuraient à la télévision et dans la presse

qu'il ne fallait surtout pas gêner les mollahs au pouvoir en train de devenir des démocrates.

Cette attitude criminelle dans ses résultats ne peut s'expliquer que par la mauvaise foi de ceux qui la prônent, ou par leur ignorance. S'il est évident que le peuple iranien veut des changements démocratiques, il est tout aussi évident que ces aspirations ne peuvent être satisfaites par la Constitution et par tout ce qui a été mis en place grâce à elle.

Il suffit de lire cette Constitution disponible en français. La traduction de Michel Potocki, sa préface et ses notes sont parfaitement claires. On y verra que le guide suprême a tous les pouvoirs. Certes on pourra relever que, en cas d'incapacité du guide à exercer ses fonctions, il peut être destitué par le groupe des « experts du choix du guide ». Mais, souligne Michel Potocki, leurs conditions d'éligibilité sont tellement restrictives que l'on ne peut voir en eux des élus du peuple. C'est, de fait, le monde étroit du haut clergé qui, avec le guide, détient le pouvoir et choisit en son sein son éventuel remplaçant.

On a vu que les juges dépendent directement du guide, qui nomme un chef du pouvoir judiciaire « ayant la qualité de docteur de la loi religieuse » (art. 156). Et tous les magistrats qui sont choisis « selon les critères de la jurisprudence religieuse » (art. 163) ont le devoir de « s'abstenir d'appliquer des décrets et règlements [...] contraires aux lois et aux ordonnances islamiques » (art. 170).

Est-ce ce montage qui fait que l'Iran est le pays où la peine de mort est appliquée, proportionnellement à la population, plus qu'en Chine ? Est-ce cela qui explique le maintien de la torture sous toutes ses formes, de la lapidation, des énucléations ou, dans un autre domaine, de la validation de mariages forcés de fillettes ?

Relevons enfin l'habitude prise de nommer, à la tête des services de police pratiquant la torture, des dignitaires religieux de haut rang qui « peuvent soulager la conscience des agents », Voilà qui, parfaitement conforme à la lettre et à l'esprit de la Constitution, nous permet de juger ce qui vaut le régime dont elle est le support. ■

► \* Magistrat, ancien député, cofondateur du Comité français pour un Iran démocratique (CFID).

**Désinformation** Par la voix de diplomates, chercheurs ou journalistes, Téhéran est parvenu à distiller sa propagande. Jusqu'à ce que le peuple prouve que le régime est loin d'être ce qu'en ont fait croire ses thuriféraires.

## L'envoûtement pour le turban

Par Philippe Tourel

L'Iran est bien compliqué pour un observateur étranger. Avec un peuple qui se soulève pour renverser la dictature du chah réputée solide et réaliser une révolution teintée de spiritualité à la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Et, trente ans plus tard, pour tenter de faire tomber l'une des tyrannies les plus terribles inspirant et incitant, à travers le monde, une pléthore de mouvements terroristes empreints d'un islam déformé et obscurantiste. L'Iran est-il sur le point d'accomplir ce qui pourrait être la première grande révolution XXI<sup>e</sup> siècle? Ce peuple compliqué n'a pas une histoire banale. Une dictature religieuse, éloignée des modèles classiques et des expertises cartésiennes, ajoute à la complexité.

### Convoitises

Malgré tout, la situation actuelle aurait pu se comprendre si les convoitises portant sur les richesses de ce pays n'avaient pas conduit à une désinformation certaine. Celle de tous ceux – large éventail ! – qui ont un intérêt dans le maintien de la dictature religieuse. La victime est le peuple, qui voit lui échapper ses ressources, sa fierté et sa liberté. Un peuple pourtant qui, une fois de plus, s'est mis en marche contre vents et marées pour s'émanciper, et qui suscite l'admiration des autres nations. Un peuple que l'on a souvent dit divisé, mais qui est conscient de sa force quand il lance : « *N'ayez pas peur, nous sommes tous ensemble !* », et qui montre son unité et son indépendance.

Ce peuple a été abandonné à son sort par la communauté internationale. Plusieurs décennies de connivence entre l'Occident et les dignitaires de ce régime – « durs » ou « modérés » –, pour préserver des intérêts commerciaux et parfois stratégiques, ont ruiné le bien-être des Iraniens.

Les affaires avec une dictature ne

sont jamais honorables. Elles deviennent scandaleuses quand elles sont subordonnées à la répression de l'opposition. Alors, si l'on ne veut pas renoncer aux bénéfiques, il faut trouver un moyen de cacher l'interlocuteur indigne sous le masque de la respectabilité. À celui qui veut comprendre, on rétorque : « *Circulez, il n'y a rien à voir* » ; on lui rabâche que l'on fréquente un État comme les autres, que l'Iran des mollahs n'a pas commis de pogroms ni exterminé ses minorités, qu'il n'a pas instauré un apartheid systématique contre la moitié de sa population, les femmes, ni envoyé ses enfants sur les champs de mines de la guerre avec l'Irak, et encore moins exercé les pires tortures dans ses prisons. On fait comme si son ambassade était fréquentable.

Le journaliste Vincent Hugué relevait, dans un article de l'hebdomadaire français *L'Express* <sup>(1)</sup>, les invités d'un « somptueux cocktail dînatoire » de l'ambassadeur d'Iran à Paris : « *Parmi eux, l'ancien ministre des Affaires étrangères et ex-président du Conseil constitutionnel Roland Dumas, ainsi que le chef historique du Front national Jean-Marie Le Pen, familier des réceptions de la République islamique. [...] Dans les salons cossus de la rue Fortuny (XVII<sup>e</sup> arrondissement), on croisait aussi l'universitaire Gilles Kepel, le député UMP [le parti au pouvoir] de Seine-et-Marne Didier Julia [...], ainsi qu'une cohorte de diplomates tricolores à la retraite.* »

En somme, un cocktail imbuvable d'hommes politiques, de chercheurs, de journalistes et d'anciens ambassadeurs qui constituent la « cohorte » des amis de l'Iran des mollahs. Quel que soit le pouvoir en place, ces gens trouveront à

justifier leur présence à l'ambassade des mollahs.

Parmi « les amis du turban » en France, pour reprendre l'expression du site Internet d'information Iran Focus, on peut répertorier un député socialiste et un député de droite qui, de retour d'Iran, découvrent que le programme nucléaire iranien n'est pas si dangereux, que le régime des mollahs doté de la bombe atomique n'est pas si inquiétant. Parmi ceux qui fréquentent les représentants de ce pouvoir, citons la sénatrice Nathalie Goulet, la chercheuse Faribah Adelkhan. On entend aussi beaucoup l'économiste Thierry Coville, et surtout l'ancien ambassadeur, François Nicoullaud...

Ce diplomate à la retraite vient de former avec quelques autres une association d'amitié France-Iran. Ambassadeur de France à Téhéran de 2001 à 2005, son mandat correspond à la période de rapprochement de Paris avec le régime clérical et la signature de contrats avantageux pour les firmes françaises dont Total, Alcatel, Renault, Peugeot, etc., la vente de matériels militaires et de sécurité. Il ne serait pas étonnant de découvrir qu'une partie du matériel répressif utilisé contre les manifestants soit d'origine française.

La mission de lobbying de l'association de Nicoullaud consiste à « *améliorer les relations, actuellement excrables, entre les deux pays en raison du différend sur les ambitions nucléaires de la République islamique* » <sup>(2)</sup>. En 2003, il accompagnait Dominique de Villepin lors de la fameuse rencontre à Téhéran avec Kamal Kharazi, alors ministre des Affaires étrangères, pour marchander la non-ingérence iranienne

UN COCKTAIL **IMBUVABLE** D'ABONNÉS À L'AMBASSADE  
QUI CONSTITUE LA « COHORTE » DES AMIS DES **MOLLAHS**.



H. Harasi

L'ancien ministre des Affaires étrangères français, Dominique de Villepin (à g.), avec le président Mahmoud Ahmadinejad, en 2008.

en Irak et quelques contrats juteux, en contrepartie d'une rafle tragique contre les opposants iraniens à Auvers-sur-Oise, en France. Plus tard Nicoullaud s'est félicité dans un journal iranien de cette opération contre les Moudjahidine du peuple en France<sup>(3)</sup>. C'est lors de cette rencontre que Kharazi a remercié Villepin pour le matériel de sécurité et de vision de nuit<sup>(4)</sup> supposé servir pour la lutte contre les trafiquants mais qui est utilisé pour réprimer les opposants kurdes et balouches aux frontières. Aux journalistes qui l'accompagnaient dans l'avion vers Téhéran, Villepin a déclaré, entre deux louanges sur la richesse de la poésie persane : « *N'oublions pas que l'Iran des mollahs est une démocratie – particulière et encadrée, je vous l'accorde, mais le peuple vote.* »

Démocratie pour les rapaces enturbannés ou Pasdaran, soit ! Mais certainement pas pour le peuple iranien. Même son de cloche du côté de Christophe de Margerie, patron de Total qui a déclaré au journal *Le Monde* : « *L'Iran est un pays de 65 millions d'habitants. Il a une forme de démocratie et nous avons des liens historiques avec lui.* »<sup>(5)</sup> Étonnant de voir combien l'exploitation d'un peuple suscite l'intérêt pour son histoire et sa poésie ! Ce n'est pas seulement à titre de ministre des Affaires

étrangères que Villepin s'est rendu en Iran. En novembre 2008, il est allé voir son ami Ahmadinejad dans le cadre de la Rencontre internationale des maires des grandes villes d'Asie. Un événement organisé à Téhéran pour démontrer que le régime n'est pas si isolé qu'on le prétend. Peu importe que Villepin ne soit ni élu local ni asiatique.

Les « amis du turban » ont eu cette manie de vanter les vertus de la « *vie démocratique* » et de la « *dignité des élections en Iran* » jusqu'à ce que le peuple iranien, par sa révolte, dévoile bien des mensonges. Ainsi, dans son livre intitulé *Le Turban et la rose* (Ramsay, 2006), Nicoullaud écrit : « *Si là où il y a surprise, il y a démocratie, l'Iran, à l'occasion des élections nationales, et malgré toutes les entourloupes, est capable de vraies surprises, de vraies bouffées de vie démocratique.* » Il est vrai que la surprise du peuple a été grande quand on a sorti Ahmadinejad des urnes... Il dit encore : « *Quoi qu'il arrive, l'on gardera le souvenir des journées d'élections iraniennes, fort bien organisées, empreintes de toute la dignité requise, et de leurs bureaux de vote à l'ambiance placide, où les responsables du bon ordre offrent des bonbons aux visiteurs.* » À ceux qui ont vu les images

du visage ensanglanté de Neda abattue par les membres de la milice du Bassidj d'en juger.

Les « sources neutres » que les médias consultent à tour de bras répandent depuis des années des mythes faussés sur l'Iran qui déconcertent l'observateur le plus assidu et le plus passionné. Or, la désinformation consiste justement « *à propager délibérément des informations fausses en les faisant apparaître comme venant de source neutre ou amie pour influencer une opinion et affaiblir un adversaire* », selon le chercheur français sur l'information François-Bernard Huyghe.

### ► Courtisans et imposteurs

Les amis du turban propagent d'autres mythes en France. Ils s'efforcent de faire croire que le programme nucléaire du régime est soutenu par l'ensemble de la population, que le guide suprême est tout ce qui a de plus recommandable. Nicoullaud ne disait-il pas, sur la chaîne parlementaire LCP, le 18 avril 2008 : « *Le guide suprême a tous les pouvoirs mais ne gouverne pas, ce n'est pas un dictateur.* » Les médias ont pu constater par la suite combien il avait vu juste.

Autre « source neutre » : le géographe Bernard Hourcade qui se félicitait ➤

## Les alliés discrets de l'ochlothéocratie

Par Yves Bonnet\*

Dans sa lutte désespérée pour conserver le pouvoir, le régime iranien, fondé sur une doctrine absolutiste qui confond et concentre toutes les attributions d'un État entre les mains d'un seul – le guide suprême –, ne manque pas d'alliés, sans doute beaucoup plus nombreux au-dehors qu'au-dedans. De même que l'Allemagne a pu compter sur la complicité de certains milieux financiers américains et que se sont ainsi « autoprotégées » les plus puissantes industries lourdes de la Ruhr, le guide suprême et ses affidés ont trouvé des concours décisifs dans leur politique de l'aliénation des droits et de confiscation des acquis d'une révolution presque aussitôt trahie.

Ces partenaires se recrutent aux États-Unis à travers l'Iran-gate, qui a sans doute sauvé les religieux de Téhéran d'une défaite aux incalculables conséquences face à l'Irak, ce dont nombre de bons esprits se réjouissent encore, oubliant que Saddam Hussein fut notre allié et Jacques Chirac son ami. Ils se recensent également en France où, depuis plus de deux décennies, certains personnages politiques, et non des moindres, jouent sans complexe la carte de la bonne entente, c'est-à-dire de la compromission, avec ceux qui nous désignaient naguère comme le « petit Satan », souvenons-nous.

Après avoir fait échouer les pourparlers pour la libération de nos otages au Liban, en février et mars 1985, le nouveau gouvernement de Jacques Chirac a marchandé le renvoi des résistants iraniens auxquels François Mitterrand avait accordé l'asile politique contre l'assouplissement des exigences des ayatollahs portant notamment sur le nucléaire et la libération d'authentiques terroristes, les assassins de Chapour Bakhtiar.

En juin, avec une inhabituelle célérité, ce fut chose faite et Massoud Radjavi, l'âme de cette résistance, « prié » de quitter le sol français alors que son mouvement ne s'était rendu coupable d'aucun crime ni même délit à l'encontre de quiconque et que, de leur côté, les hommes du Vevak, la police politique iranienne, poursuivaient leur sinistre tâche d'élimination des opposants. Comme le frère de Massoud, le P<sup>r</sup> Kazem Radjavi, assassiné près de Genève. En décembre 1993, le gouvernement Balladur, avec Charles Pasqua à l'Intérieur, n'a trouvé rien d'autre que de renvoyer en Iran les deux assassins de Kazem, arrêtés en France alors que la justice suisse les réclamait. Justification annoncée : la raison d'État.

### ► Business as usual

Il ne faut rien retirer aux mérites de ceux qui, dans l'ombre, négocièrent pied à pied la libération de nos otages, auxquels, hélas, manquait Michel Seurat. Ce fut un incontestable succès qui se suffisait à lui-même, sans que le premier ministre ne la saluât d'une promesse, miraculeusement oubliée de toute la classe politique et que Pierluca Poppi a opportunément rappelée dans un article de la revue *Affari Esteri* d'octobre 2005 : celle de la fourniture d'uranium enrichi à l'Iran « sans restriction ». Ce fait est à rapprocher, d'une part, des déclarations ultérieures du même personnage quant à la légitimité de l'Iran de se doter d'une capacité significative d'enrichissement de l'uranium et, d'autre part, d'initiatives visant à se réconcilier avec la République islamique.

Ainsi, celle dite du dialogue critique, suivie en commun avec l'Allemagne, premier partenaire commercial de l'Iran, et la Grande-Bretagne, tendait à la normalisation des relations avec

avec enthousiasme <sup>(6)</sup>, en octobre 2003, de voir la firme automobile Renault décider « de réaliser le premier investissement industriel étranger de grande ampleur en Iran depuis 1979 ». À l'occasion de la sortie d'un ouvrage sur Téhéran, ce chercheur a vu son livre préfacé par le maire de la ville, un certain Mahmoud Ahmadinejad. Il lui renvoie la balle après sa première élection à la présidence : « J'étais récemment en Iran et le débat politique est ouvert, critiquant tout le monde. » Il poursuit : [Ahmadinejad] « mobilise des foules et il a effectivement un pouvoir. Il a obtenu 70 % des voix contre Rafsadjani, c'est pas mal. Il a réussi à mobiliser les gens. [...] Il ne faut pas diaboliser Ahmadinejad. » <sup>(7)</sup>

Mais souvent, « plus un mensonge est proche de la vérité, plus il est efficace ; et la vérité elle-même, lorsque l'on peut en faire usage, est le meilleur des mensonges », disait l'écrivain russo-améri-

cain Isaac Asimov. Ainsi, à la question de savoir si, après les événements de décembre 2009, c'est « la fin du gouvernement d'Ahmadinejad ? », Hourcade répond : « Non, pas dans l'immédiat. Un consensus très large existe en Iran pour sauvegarder à tout prix le système républicain. Ainsi, même l'opposition préférerait qu'Ahmadinejad reste à la tête du gouvernement jusqu'à la fin de son mandat, en 2013. » <sup>(8)</sup> De quelle opposition s'agit-il ? De la grande majorité du peuple iranien qui descend dans la rue ? Certainement pas.

Les médias n'ont pas encore pris la mesure de la supercherie. Personne n'a pris la peine de jeter un coup d'œil sur les positions des experts attirés de l'Iran il

ya huit mois. Quelques organismes commencent à prendre leur distance comme, la Délégation aux affaires stratégiques (Das) du ministère de la Défense, qui n'autorise plus certains chercheurs, qu'elle avait l'habitude de solliciter, à écrire des analyses sur l'Iran. La Das les considère trop « favorables à Téhéran ». Bernard Hourcade en fait partie.

Les « sources neutres » se trahissent et sortent de leur couverture de « chercheurs » quand ils évoquent avec hystérie, parfois avec haine, leur opposition à la résistance iranienne, et particulièrement aux Moudjahidine du peuple. Comment comprendre la hargne de Hourcade face au journaliste de la chaîne parlementaire après la diffusion

**EN BRÛLANT LES PHOTOS DE KHOMEINY ET DE KHAMENEI,  
LES IRANIENS ONT MONTRÉ LEUR MÉPRIS POUR L'ENSEMBLE DU SYSTÈME.**

l'État le moins respectueux des droits de l'homme, en échange de son ouverture aux grandes entreprises de ces trois pays. On sait quels en furent les résultats : la poursuite des exactions contre les contestataires, si modérés soient-ils, et l'accélération du programme nucléaire dont la finalité clairement affichée dès 1982 par l'ayatollah Behehti et confirmée par l'ayatollah Khomeiny est la possession de l'arme nucléaire.

En fait, le gouvernement iranien a su, durant ces années, utiliser tous les ressorts de la diplomatie, comme le fit Hitler en son temps, pour gagner un temps précieux et se présenter un jour comme le neuvième membre du club des États détenteurs de l'arme nucléaire, les Edan.

En France, la « Chiraquie » a continué de pratiquer une drôle de détente avec son partenaire iranien. C'est ainsi que Dominique de Villepin, ministre des Affaires étrangères, en est venu à négocier avec son homologue iranien Kamal Kharrazi, au printemps 2003, l'opération de police la plus importante jamais mise en œuvre sur le territoire national, et dont la cible était l'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (Ompi). Jean-Claude Maurice a raconté la scène dans un ouvrage qu'il faut lire, *Si vous le répétez, je démentirai* (Plon, 2009), et qui n'a pourtant jamais été démenti. Deux mois plus tard, c'était la gloire pour le général en chef Nicolas Sarkozy : plus d'un millier de gendarmes et de policiers pour arrêter quelque 150 hommes et femmes au domicile des réfugiés iraniens et à Auvers-sur-Oise. Ce « nid d'espions » où, en dehors de la littérature habituelle au sein d'une organisation politique, rien n'est trouvé qui apporte un semblant de justification : aucune arme, aucun explosif, rien appuyant les mises en examen qui pleuvent cependant, mais que la justice, inexorablement, rejette une à une. Depuis lors, les diligences du parquet antiterroriste piétinent sans la moindre relance depuis plus de sept ans, et le coup d'éclat attendu, en dépit des déclarations triomphantes du

ministre de l'Intérieur devant l'Assemblée nationale le même jour de cet Austerlitz, est devenu le plus éclatant fiasco de l'histoire des services français. Il faut croire que l'entêtement est une vertu chiraquienne et, pour ce faire, se persuader *a posteriori* de la justesse des choix faits à l'encontre de la résistance iranienne. La France va alors devenir le meilleur soutien de l'initiative britannique de l'inscription de l'Ompi sur la liste des organisations terroristes, qui fut un titre de gloire, oublié, de Tony Blair. Quand la Cour européenne de justice de Luxembourg, à l'issue de débats longs, minutieux et contradictoires, décide la radiation et que la Grande-Bretagne fait de même, à l'unanimité des parlementaires de ses deux Chambres, c'est la France qui prend le relais, sans présenter aucun argument, aucun fait justifiant cette position. On voit même le porte-parole du Quai d'Orsay rejeter superbement la décision européenne et un magistrat, ancien membre du parquet antiterroriste, déclarer devant un tribunal que les décisions de la Cour de Luxembourg ne valent pas tripette.

Décidément, le lobby iranien dans notre pays ne manque ni de persévérance ni de moyens : ses objectifs coïncident avec ceux d'un régime religieux dont la philosophie se situe à l'exact opposé de nos enseignements et principes, mais qu'importe. Les récents événements en Iran attestant de la juste vision de ceux qui dénoncent les faux modérés (qui ont fait pendre et torturer autant que les maîtres actuels) et prônent une république digne de ce nom, laïque et respectueuse des droits de l'homme, tout comme les règles de bonne conduite internationale, sont utilisés comme les preuves d'une évolution imaginaire : celle d'un régime qui ne peut survivre sans la terreur.

Sachons que ces bons apôtres existent et qu'ils sont parmi nous. ■

♦ \* Préfet honoraire, ancien député, ancien directeur de la DST, auteur de *Vevak, au service des ayatollahs* (Éd. Timée).

d'un reportage sur l'Ompi : « *C'est sur-réaliste de discuter ainsi, sur une chaîne nationale française, longtemps des Moudjahidine !* »<sup>(9)</sup> Il fallait donc les censurer ? Il ajoute : « *Ils sont à la fois marxistes, trotskistes et khomeynistes.* » Entend-on bien les propos d'un chercheur, ou plutôt ceux d'un lobby ?

### ♦ Aveuglement ou cynisme ?

L'insurrection, l'échec de réformer le régime de l'intérieur, le fiasco des négociations sur le nucléaire, la répression sanglante mais aussi l'affaire de la jeune Française Clotilde Reiss obligent les apologistes du régime à devenir plus prudents, à changer de discours et même à critiquer timidement le régime, tout en continuant à refuser l'hypothèse de la chute imminente de ce régime : « *Aujourd'hui, le gouvernement iranien est très fort. Même si les résultats officiels sont éminemment contestables, Ahmadinejad a été élu et il est très pro-*

*bable qu'il ira jusqu'au bout de son mandat de quatre ans. Le pouvoir est prêt à tout pour maintenir le régime* », répétait Hourcade dans *Le Monde* du 28 décembre 2009. Face à cette situation, que doit faire la communauté internationale ? « *Dans l'immédiat, l'important est de ne rien faire* », a répondu Nicoulaud dans le même journal du 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Tant que les Iraniens étaient muselés et n'osaient pas s'exprimer au péril de leur vie, on pouvait dire n'importe quoi dans les cafés parisiens. Les mollahs manipulateurs auraient pu abuser quelques chercheurs et diplomates naïfs. Aujourd'hui le courage des Iraniens balaie les mythes. Le 18 septembre, journée de Qods, le peuple criait : « *Nous ne voulons pas d'arme nucléaire* », mettant fin à la légende selon laquelle il soutiendrait le régime dans son programme nucléaire. Le jour de l'Achoura, les Iraniens ont récupéré

les symboles religieux pour ôter au régime toute légitimité religieuse. En brûlant les photos de Khomeiny et de Khamenei, les deux emblèmes du pouvoir, ils ont montré leur refus et leur mépris pour l'ensemble de ce système. Dos au mur, le pouvoir a répondu par une répression sanglante. Le temps est venu d'avouer les erreurs passées. Persister à cautionner ce régime serait aussi cautionner le bain de sang qu'il prépare. ■

♦<sup>(1)</sup> Publié le 22 octobre 2008 sur le site de *L'Express*.

<sup>(2)</sup> Lire sur le blog de Georges Malbrunot.

<sup>(3)</sup> *Journal Iran*, 26 juillet 2003.

<sup>(4)</sup> *Si vous le répétez je démentirai*, Jean-Claude Maurice, Éd. Plon.

<sup>(5)</sup> *Le Monde*, 5 octobre 2007.

<sup>(6)</sup> *Le Monde diplomatique*, février 2004.

<sup>(7)</sup> France Culture, 23 juillet 2008.

<sup>(8)</sup> *Le Matin* (suisse), 28 décembre 2009.

<sup>(9)</sup> LCP, 18 avril 2008.

**Irak** Alors que le monde était focalisé sur l'occupation américaine, il n'a pas vu se développer l'ingérence envahissante de l'Iran dans ce pays. Le repli des Alliés, les législatives de mars et la situation intérieure irakienne changeront-ils la donne ?

## L'ombre tentaculaire de Téhéran

Par Khalil Attyah

Les ingérences iraniennes en Irak ont commencé bien avant que la guerre américaine ne se termine le 9 avril 2003. D'abord négligées tant par les forces d'occupation que par les nouvelles autorités irakiennes, ces interventions ont rapidement été dénoncées par les deux parties, sans qu'aucune mesure sérieuse ne soit prise pour les contrer. Aujourd'hui, l'Irak fait face à des phénomènes sociaux qui sont, pour la plupart, les résultats d'ingérences étrangères, comme le conflit entre chiites et sunnites dont on ne parlait pas avant le renversement de l'ancien régime.

### Les marionnettes des ayatollahs

En 2006, la Résistance iranienne a révélé que 32 000 agents de la force Qods des Gardiens de la révolution (ou Pasdaran), travaillaient en Irak et touchaient un salaire versé par l'Iran. Une partie de ces agents forme les commandos de la mort, d'autres occupent des postes sensibles, notamment au ministère de l'Intérieur ou dans des instances locales, certains sont même députés. Ils se sont infiltrés en Irak, dès la fin de la guerre, en traversant l'immense frontière entre les deux pays qui échappait au contrôle des Américains. Ils sont pour la plupart Irakiens, mais certains ont la double nationalité. Nombre d'entre eux sont des militaires de la 9<sup>e</sup> brigade Badr et de l'Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak (Asrii), sous le contrôle de la famille Hakim.

L'Asrii a été totalement fabriquée par le régime de Téhéran. Elle a vu le jour en Iran dans les années 1980 et est considérée comme le bras irakien du guide suprême. L'ancien chef du judiciaire iranien, l'ayatollah Chahroudi, a été pendant longtemps le porte-parole de l'Asrii. Quant à la 9<sup>e</sup> brigade Badr, elle est en réalité un organe des Pasdaran



Le premier ministre irakien, Nouri al-Maliki, et le guide suprême, Ali Khamenei.

dont les rangs sont remplis de prisonniers de guerre irakiens. Elle a été fondée par un certain Ismaïl Daghayeghi, un Iranien membre des Pasdaran tué sur le front. La plupart des commandants supérieurs de Badr ont été des Iraniens.

Mais les agents du régime des mollahs ne se sont pas limités à contrôler Badr et l'Asrii, têtes de pont iraniennes en Irak. Le premier ministre Nouri al-Maliki en personne, chef d'une branche du parti Dawa, est redevable à l'Iran. Il a passé de longues années dans ce pays où il a été entraîné dans le camp Ghayour des Gardiens de la révolution. Il a aussi commandé les unités du Dawa lorsque ce parti était engagé dans des activités terroristes, comme celles contre l'ambassade américaine au Koweït en 1983. Même après la chute de l'ancien régime,

un de ses conseillers a demandé à la force Qods de fournir des armes et des équipements à son mouvement.

Si les Américains ont cédé leur place, début 2009, aux forces irakiennes pour la sécurité en Irak et restent cantonner dans leurs casernes depuis juin dernier, l'ingérence iranienne, elle, n'a pas cédé de terrain. Ce nouveau contexte sécuritaire, ajouté aux enjeux des élections législatives prévues en mars, devrait, au moins pour les quatre prochaines années, définir l'équilibre des forces à l'intérieur et à l'extérieur de l'Irak. Et ce d'autant plus que les occupants américains devraient quitter l'Irak définitivement fin 2011.

La gestion de la sécurité a été rétrocédée au gouvernement irakien au moment où les opérations terroristes diminuaient

**NOURI AL-MALIKI EN PERSONNE,**  
**CHEF D'UNE BRANCHE DU PARTI DAWA, EST REDEVABLE À L'IRAN.**

en quantité et en qualité, atteignant alors un seuil minimum depuis l'occupation. Il ne semblait pas inconcevable de penser que ce niveau de sécurité relatif allait perdurer, voire continuer à décroître. Il n'en a rien été. Les opérations les plus sanglantes se sont produites ces derniers mois contre des institutions d'État, comme celle contre le ministère des Affaires étrangères, ou tel l'attentat perpétré dans la ville de Ramadi, dans la province d'Al-Anbar, qui serait, selon le vice-président irakien, un prélude au démantèlement sécuritaire du pays.

La complicité de l'Iran dans cet attentat a été abondamment démontrée. La télévision Babeliah a même révélé un document, le 1<sup>er</sup> janvier 2010, révélant qu'une équipe iranienne, aux ordres du ministère iranien du Renseignement, aurait agi à l'aide de deux voitures bourrées d'explosifs contre les ministères de la Défense, de l'Immigration et du Logement. Pis : le document montre que le gouvernement irakien aurait été informé avant les attentats. À la suite de la vague d'explosions précédente visant le ministère des Affaires étrangères, le chef du renseignement irakien, le général Mohammad al-Chahwani, a démissionné pour protester contre le refus du gouvernement de dénoncer le rôle du régime iranien dans les attentats.

Cette dégradation de la situation délivre un message clair : l'Iran veut peser de tout son poids en Irak et entend bien que personne, en particulier le gouvernement irakien, ne l'oublie.

### ► Voué à l'échec

Autre enjeu d'importance pour l'ingérence iranienne dans un Irak qui n'est plus sous le contrôle des Américains : les prochaines élections législatives. Elles détermineront le sort du premier ministre ainsi que la composition du nouveau pouvoir. On peut prédire que le scénario souhaité par l'Iran aura du mal à s'imposer. La coalition voulue par Téhéran, en effet, n'a pu se constituer autour de Nouri al-Maliki. En revanche, une coalition formée de forces indépendantes hostiles à l'influence iranienne a vu le jour. Elle pourrait bien surprendre.

L'existence d'un front composé de forces laïques, chiites hostiles à l'Iran et sunnites, est, en soi, une épine dans le flanc de la politique iranienne en Irak. Du coup, Téhéran réactive la machine « anti-Baas » devant la menace. Elle tente d'écarter l'aile sunnite de la coalition sous prétexte qu'elle est composée

## Achraf résiste

Le camp d'Achraf en Irak se trouve au nord-est de Bagdad, en Irak. Quelque 3 400 opposants iraniens membres de l'organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (Ompi) y vivent depuis plus de deux décennies. Pendant la guerre de 2003, Achraf n'a pas pris part aux hostilités. Après avoir bombardé le camp à la demande du régime iranien, les forces américaines ont désarmé les résidents, s'engageant en contrepartie à les défendre comme « *personnes protégées par la IV<sup>e</sup> Convention de Genève* ».

À partir de janvier 2009, la responsabilité de la protection du camp, qui s'est transformé au fil des ans en véritable cité, est passée aux forces irakiennes. Le régime iranien n'a jamais cessé de demander aux autorités irakiennes d'expulser ces opposants, voire de les extradier vers l'Iran, les exposant ainsi aux risques d'exécution et de torture.

Enfin, après quelques mois d'hésitation et de pression, les forces armées irakiennes ont envahi le camp les 28 et 29 juillet 2009, sous prétexte de vouloir y installer un poste de police. Onze habitants ont trouvé la mort et plus de 500 ont été blessés. Trente-six habitants ont été arrêtés par les forces irakiennes.

Une mobilisation internationale a vu le jour pour les protéger. Une grève de la faim a été entamée par les trente-six otages, suivie par des centaines d'habitants d'Achraf. À Washington, Berlin, Londres et d'autres capitales européennes, la communauté iranienne a organisé des grèves semblables et des manifestations quotidiennes. En septembre, un juge local a acquitté de manière définitive les trente-six détenus. Mais ils n'ont été libérés qu'à la suite de soixante-douze jours de grève, dont sept jours de grève sèche, et rendus au camp d'Achraf, le 7 octobre à deux doigts de la mort.

La Mission d'assistance des Nations unies pour l'Irak (Manui) a établi un observatoire quasi permanent à Achraf, qui doit empêcher une récurrence du gouvernement irakien. Après avoir menacé, à plusieurs reprises, de déplacer de force les habitants d'Achraf vers un lieu éloigné et désertique, les forces irakiennes sont venues sur place le 15 décembre 2009, accompagnées de journalistes et de quelques autobus pour emmener les résidents « *cherchant* » à quitter le camp. Les bus sont repartis à vide... Même l'ambassadeur iranien en Irak a été contraint de reconnaître que le projet de déplacement forcé avait échoué. Du moins pour l'instant. ■



Le peuple d'Achraf ne baisse pas la garde.

d'anciens « baasistes ». Les forces démocratiques et le peuple irakien préparent, eux, une contre-offensive. Les prochaines élections s'annoncent donc déterminantes pour jauger le poids réel de l'Iran en Irak.

Autre facteur : l'échec de ce régime à éradiquer ses opposants au camp d'Achraf, en Irak. La démonstration de force que voulaient administrer les gouvernants iraniens a tourné court. Sur sommation publique du guide suprême Khamenei, ils enjoignaient au président

irakien de fermer Achraf (*voir encadré*). Résultat, l'enlèvement dans le désert irakien après une aventure de plusieurs mois imposée à Bagdad par Téhéran qui a fait onze morts et des centaines de blessés parmi les habitants d'Achraf.

Le temps ne joue pas en faveur du régime des mollahs ni en Irak ni en Iran. Cette raison est d'ailleurs le seul facteur sérieux qui pourrait empêcher que l'intervention américaine désastreuse en Irak ne se termine par l'offrande, sur un plateau d'argent, de ce pays à Téhéran. ■

**Nucléaire** Malgré ses dénégations, l'Iran semble en passe de finaliser l'arme atomique, comme l'ont révélé le quotidien britannique « Times », à la mi-décembre 2009, et la Résistance iranienne. État d'avancement du programme.

## Téhéran tout près de la bombe

Par **Éric Denécé\***

**D**epuis 2007, les laboratoires clandestins en charge du programme nucléaire testent un initiateur de neutrons – de l'hydrure d'uranium –, un composant crucial permettant l'explosion de la bombe. Les recherches en seraient déjà à un stade très avancé. Aucun doute n'est plus possible : l'hydrure d'uranium est un composant dont l'utilisation n'a aucune application civile. Son emploi est clairement le signe du développement d'une arme nucléaire. D'ailleurs, ce composant a été utilisé par les Pakistanais pour la mise au point de leur propre bombe.

### ► Code P-111

Parallèlement, les activités et les travaux sur les sites de Qom et de Metfaz se poursuivent et s'accroissent, grâce à un habile dispositif de dissimulation. Le site de Qom, dont l'existence est connue depuis décembre 2005, abrite de nombreuses installations enterrées. Il est situé à l'intérieur d'une zone militaire contrôlée par les Pasdaran et non par l'armée. Afin de brouiller les pistes, il porte officiellement le nom de Fordou, village qui se trouve à 50 km au sud de Qom, alors que le site se situe à 30 km au nord de Qom. Ce site joue un rôle central dans le développement du programme nucléaire militaire. Les recherches qui y sont conduites seraient placées sous la direction de Morteza Behzad, un spécialiste de la fabrication et de l'expérimentation des centrifugeuses, membre des Pasdaran.

L'existence du site de Metfaz a été révélée en septembre 2009. Il est situé sous une colline, au cœur d'une zone militaire protégée, au bord de la rivière Jajroud, près du village de Sanjarian. La construction du site et de ses tunnels souterrains qui abritent des ateliers daterait de 2000. Il regroupe toutes les activités liées à la fabrication du détonateur de la bombe atomique. Il produit notam-

ment des explosifs brisants à cet effet.

Parallèlement, le régime avance rapidement dans la fabrication et l'assemblage final des ogives nucléaires. Ce projet, connu sous le code P-111, est conduit dans les installations de l'Organisation aérospatiale de la région de

siles. Deux groupes industriels sont particulièrement impliqués dans le programme : les sociétés Hemat et Bakeri, cette dernière étant par ailleurs chargée de la logistique du site de Metfaz.

Afin de dissimuler ses activités à la population et à la communauté interna-



*Mehdi Abrichambi, du CNRI, révèle, cartes à l'appui, le site de Metfaz où se fabriquent les détonateurs de l'arme atomique.*

Khojir. Dans cette zone sont concentrées les usines balistiques du ministère de la Défense qui fabriquent des mis-

siles. Dans cette zone sont concentrées les usines balistiques du ministère de la Défense qui fabriquent des mis-

**SELON LA CONSIGNE DE KHAMENEI, LES NÉGOCIATIONS  
SONT UN MOYEN SÛR D'AVANCER VERS L'ARME NUCLÉAIRE!**

Les tunnels et infrastructures souterraines de Qom ont été construits par une entreprise de travaux dénommée Ghorb Ghaem. Elle n'est qu'une façade du génie de la composante aérienne des Pasdaran<sup>(1)</sup>. L'entreprise chargée de la construction des tunnels de Metfaz, la société Omrane, est également une couverture. Son siège se trouve en effet sur la base de Khatam, à Téhéran, quartier général du génie aérien des Pasdaran. Enfin, selon les informations révélées par le Conseil national de la résistance iranienne (CNRI), le régime utilise la couverture des industries balistiques car celles-ci ne sont pas concernées par le règlement de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), et Téhéran peut donc empêcher ses inspecteurs de s'y rendre.

pour se doter de l'arme atomique après 2003, malgré ses engagements auprès de la communauté internationale.

Téhéran ne devrait pas pour autant cesser de négocier avec les Occidentaux, même si les pourparlers internationaux sur le nucléaire iranien ont été interrompus, début décembre, à l'initiative du président Ahmadinejad. En effet, selon la consigne de Khamenei, les négociations sont un moyen sûr d'avancer vers l'arme nucléaire. De plus, elles empêchent les États-Unis de soutenir l'insurrection et contribuent à diviser la communauté internationale sur les sanctions contre l'Iran. Néanmoins, la stratégie adoptée par le Conseil suprême de sécurité nationale d'Iran et approuvée par Khamenei est aujourd'hui mise au jour et ne devrait

plus abuser ses interlocuteurs. Déjà visée par cinq résolutions du Conseil de sécurité de l'Onu, Téhéran se dirige droit vers de nouvelles sanctions. Ses mensonges et dissimulations répétés devraient fournir des arguments à ceux qui considèrent qu'il faut durcir le ton sans tarder à l'égard du régime des mollahs tout en soutenant le peuple iranien dans son insurrection. ■

.....  
 ▶ \* Directeur du Centre français de recherche sur le renseignement (CF2R). Dernier ouvrage paru : *Renseignement, médias et démocratie* (Ellipses, 2009).

<sup>(1)</sup> Les Pasdaran (Gardiens de la révolution) sont une branche indépendante des forces armées iraniennes disposant de leurs propres unités terrestres, aériennes et navales, ainsi que d'un service de renseignement et d'action spéciale.



P. Wojazer / Reuters

Depuis le début de la polémique sur son programme nucléaire, la République islamique défend son droit au nucléaire civil et affirme n'avoir aucune arrière-pensée militaire. Téhéran continue d'assurer que les travaux conduits dans ses laboratoires sont exclusivement orientés vers des fins civiles. Mais l'emploi de l'hydrure d'uranium montre clairement qu'il s'agit d'un mensonge et apporte la preuve que Téhéran a continué de développer un programme

## Un désastre économique sur un miracle géologique

.....  
**M**iracle géologique en termes de ressources naturelles et d'atouts économiques multiples, l'Iran pourrait être un pays prospère, avec une gestion saine et un système réellement démocratique. Le pays détient en effet 10 % des réserves pétrolières mondiales prouvées (3<sup>e</sup> rang dans le monde). Il possède les deuxièmes réserves de gaz naturel mondiales (15 % du total). Les mines de Sartchechmeh, dans la province de Kerman, contiennent le deuxième grand filon au monde de minerai de cuivre (5 % du total). Les grands gisements de minerai de fer se situent en Iran central, près de Bafq, Yazd, et Kerman.

L'agriculture représente un cinquième du produit intérieur brut. L'Iran bénéficie de terres arables sur un tiers de la surface totale du pays, dont seul un quart est cultivé. Le bilan économique du régime des mollahs se résume à un grand gâchis. Le secteur pétrolier a généré à lui seul 300 milliards de dollars durant le premier mandat d'Ahmadinejad, et l'économie s'appuie presque uniquement sur le pétrole, qui représente 80 % des exportations. En 2007, 69 % des recettes budgétaires et 72 % des exportations étaient issues du secteur.

Pourtant l'Iran a un taux de pauvreté touchant 80 % de la population, une inflation à deux chiffres – 28 % en 2008 –, et un taux de chômage élevé estimé à 25 %. Les statistiques officielles indiquent que les inégalités en matière de distribution des revenus ont progressé dans les zones urbaines (69 % de la population). Le niveau de vie iranien actuel est inférieur à celui des années 1970.

La corruption liée à la concentration de l'économie entre les mains de fondations « religieuses », ou *bonyad*, fait rage. Ces *bonyad*, contrôlées par l'oligarchie dominante et les Pasdaran, sont des consortiums exemptés de taxes qui ne rendent compte qu'au guide suprême. Par exemple, la plus puissante fondation économique du pays, la fondation des Mostazafine (« déshérités »), dirigée par des commandants des Pasdaran, est considérée comme l'une des plus grandes entreprises à l'échelle du Moyen-Orient. Elle contrôle 40 % à 45 % de l'économie non pétrolière, dont soixante-quatre mines très riches et les meilleurs terrains et produits agricoles de l'Iran. Les Pasdaran jouent un rôle exclusif dans chaque secteur de l'État, exerçant un monopole dans tous les domaines économiques.

Les revenus de l'État, gonflés par la hausse constante du prix du baril de pétrole ces dernières années, ont été pour l'essentiel dépensés pour financer la répression, « l'exportation de la révolution » et du terrorisme, l'acquisition de l'arme nucléaire et l'armement des Pasdaran. Mais également pour approvisionner abondamment les comptes bancaires des dirigeants du régime. ■